

ANNEXE 1

PRINCIPAUX TYPES DE RETRAIT DES TERRES ET DE GELS AIDES PAR DES FONDS EUROPEENS ET GLOSSAIRE DES TERMES LES PLUS FREQUEMMENTS UTILISES

Principaux types de gel communautaires

Les différents types de retrait et de gel sont présentés ici par ordre chronologique

Le gel quinquennal ou retrait des terres arables (RTA)

Ce type de gel volontaire a été instauré par le règlement 797/85 concernant l'amélioration des structures de l'agriculture. Parmi les mesures pouvant permettre d'adapter les structures de l'agriculture aux besoins du marché est évoqué le retrait des terres arables dont les caractéristiques sont les suivantes. Il s'agissait d'un gel fixe pour 5 ans avec possibilité de résiliation au bout de 3 ans. Le taux de gel minimal était de 20 % et les cultures non alimentaires étaient possibles sous conditions. Les derniers contrats pour ce gel ont été signés pour la campagne 91/92, ils sont donc arrivés à échéance pour la campagne 96/97

A l'issue de son engagement pour ce type de gel, le producteur pouvait le reconduire pour une période supplémentaire de 60 mois (règlement 231/94), rallongée à 72 mois (règlement 1624/98). A la différence du premier type de gel, ce gel était rémunéré par les paiements compensatoires au titre du règlement 1765/92 si le producteur s'engageait pour une période de 5 ans et était comptabilisable dans la surface COP. Il devait couvrir une surface minimale égale au taux de gel obligatoire fixé par la Commission dans le cadre des paiements compensatoires. Il pouvait couvrir 100% de la Surface COP mais le paiement compensatoire pour la partie dépassant les 50% était alors plus faible.

Le gel annuel du règlement 1703/91

Ce règlement préfigurait, un an avant, ce que serait la réforme de la PAC en matière de gel des terres. Fait uniquement pour régler les problèmes de la campagne 1992/1993, il instaurait un gel volontaire de 15% de la superficie de terres arables de chaque exploitation et empêchait toute extension des surfaces de base de terres arables de ces exploitations. L'entretien des terres gelées était obligatoire et la prime (qui n'était pas encore appelée compensatoire) était alignées sur les montants pratiqués pour le gel quinquennal. Pour rendre ce régime incitatif, les Etats Membres, pouvaient augmenter cette prime sur budget national, dans certaines conditions.

Le gel instauré par le règlement 1765/92:

Le régime de soutien instauré par le règlement 1765/92, a considérablement changé les aides à l'agriculture et en particulier celles relatives aux productions des COP. Ce règlement a institué des aides à l'hectare, pour compenser la perte de revenu résultant des baisses de prix instaurées par le règlement 1766/92 publié en même temps.

Ces paiements, différents selon les cultures et les choix faits dans les plans de régionalisation, impliquaient que les producteurs du régime général, gèlent obligatoirement une partie de leurs terres arables, selon un taux fixé par le Conseil de l'Union Européenne. Dans ce dispositif, les terres gelées étaient également éligibles aux paiements compensatoires.

Au début de son application, le gel était obligatoire et rotationnel, et son taux était de 15% de la somme des surfaces COP plus gel. Les cultures non alimentaires y étaient autorisées dans un cadre très précis.

Ce type de gel est devenu de loin le plus important en Europe, mais son importance relative varie toutefois de façon importante du fait du changement périodique du taux de gel obligatoire.

Variation du taux de gel obligatoire sur la période

:	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/2000
Taux de gel obligatoire	15%	15%	12%	10%	5%	5%	10%

Le gel des terres bénéficiant des régimes d'aide 2078/92 et 2080/92:

En 1992, les règlements 2078/92 et 2080/92 ont instauré de nouveaux régimes d'aide destinés à la mise en place de programmes en faveur de l'environnement et de mesures forestières en agriculture. Dans le règlement 2078/92 était évoqué un nouveau type de gel, le retrait à long terme à des fins environnementales, souvent dénommé sous le terme de Gel vert. Ces caractéristiques étaient un retrait fixe des terres pour 20 ans, sans possibilité de production de cultures non alimentaires

Selon le règlement 2080/92, les terres agricoles pouvaient aussi être converties vers le boisements (utilisation alternative des terres agricoles qui peut être assimilée à une sorte de gel des terres).

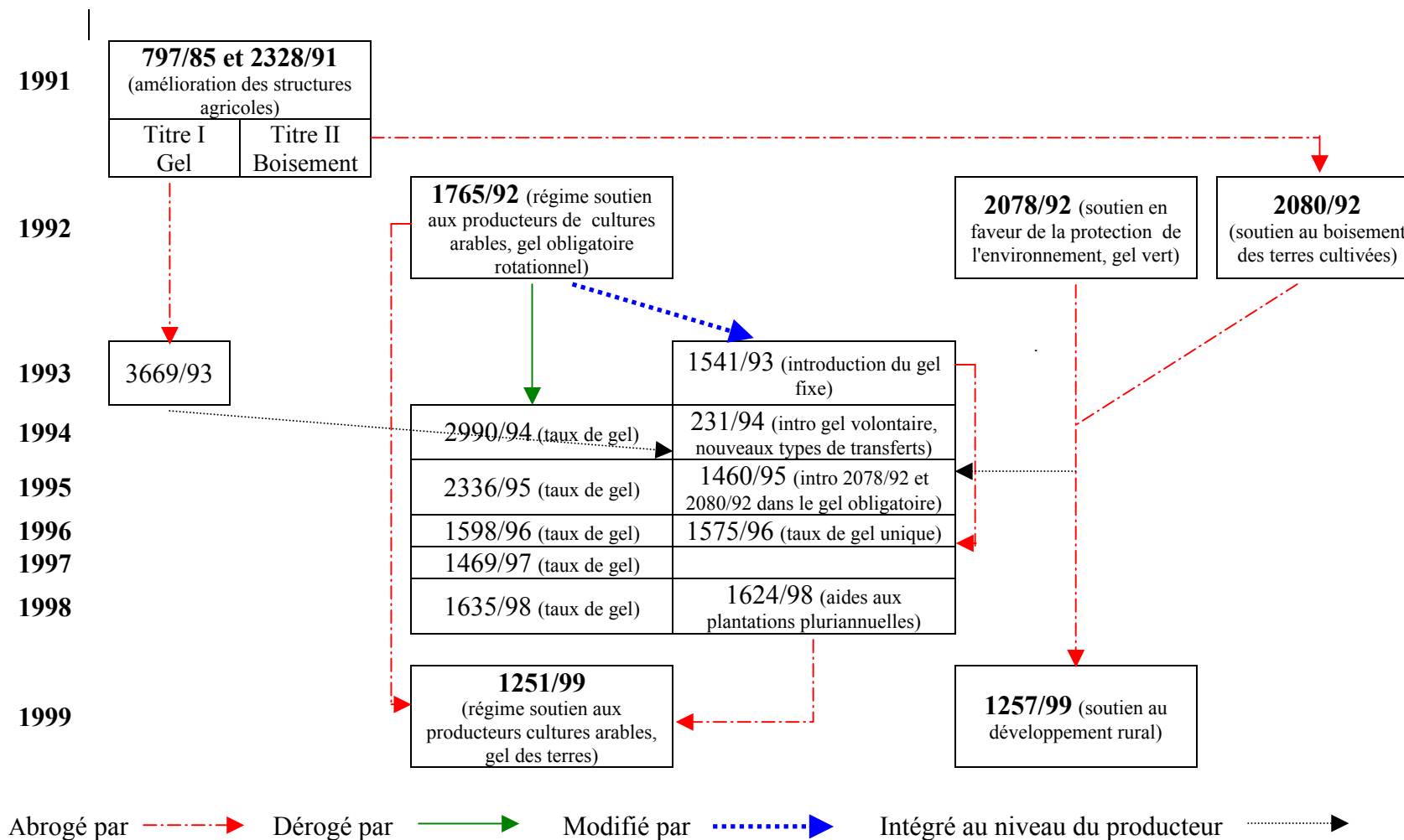
Dans ces 2 cas, une grande liberté était laissée aux États qui choisissaient l'application de ces mesures. A partir de 1995 seulement, et si l'Etat membre l'acceptait, ces terres ont pu être intégrées dans le règlement 1765/92 et être comptées dans la surface de gel obligatoire. Par contre, elles ne bénéficiaient pas des paiements compensatoires au titre de ce règlement.

Intégration réglementaire, sur la période, des différents types de gel au système des paiements compensatoires du règlement 1765/92

Durant la période, une intégration progressive de l'ensemble des types de gel au système de gel du règlement 1765/92 s'est faite.

Cette intégration est schématisée dans le graphique page suivante.

Figure 1 Schématisation des relations entre les principaux règlements concernant le gel des terres entre 1991 et 1999



Glossaire des principaux termes utilisés

Termes originels

Jachère (parfois qualifié de gel agronomique)

Etat d'une terre labourable qu'on laisse temporairement reposer en ne lui faisant pas porter de récolte¹.

Ces pratiques étaient autrefois faites dans le but de laisser le sol se reposer afin de lui conserver sa fertilité, à long terme. Dans certains textes réglementaires actuels, le terme jachère et le terme gel sont maintenant employés indistinctement, ce qui peut induire en erreur. Dans ce rapport le terme jachère qualifie une pratique agronomique et n'est lié à aucune aide compensatoire.

Barbecho

Equivalent du terme jachère en Espagne. Contrairement à la jachère dans le reste de l'Europe, le barbecho est encadré par une réglementation et représente des superficies extrêmement importantes (très grande majorité des terres labourables non cultivées d'Europe).

Les concepts apparus avec les réglementations communautaires

Gel des terres

Selon le règlement 2293/92 on entend par gel des terres, la mise hors culture d'une superficie cultivée en vue d'une récolte pendant l'année précédente. Ce gel peut être volontaire ou obligatoire. Il peut s'étendre sur une à plusieurs années selon les textes de référence. A la différence de la jachère, l'objectif du gel est avant tout de limiter la production et non de laisser reposer le sol. Dans le présent rapport, le gel est ce qui est retiré de la production agricole, dans le cadre d'une réglementation.

Gel volontaire

Qualifie un type de gel où l'exploitant choisit d'arrêter de produire sur ses terres, pour une période de un an ou plus. De tels types de gel ont été proposés dans le cadre de règlements tels que les 1096/88 (retrait volontaire dans le cadre d'une cessation d'activité agricole); 797/85 (gel quinquennal lié au retrait des terres arables), etc. Dans le cadre de ce rapport ce terme n'est utilisé que pour le gel volontaire prévu au règlement 1765/92, modifié sur ce point précis par le règlement 231/94.

Gel obligatoire

Qualifie un type de gel où l'exploitant est contraint, dans certaines conditions, de geler une partie de ses terres arables. Ce type de gel a été instauré par le règlement 1765/92, dans le but, entre autres, de maîtriser les productions de céréales excédentaires. Son taux a varié entre 15 % et 5 % sur la période 1992 – 1999. Il s'applique aux producteurs soumis au régime général.

Régime général (ou professionnel)

Ce régime, défini par le règlement 1765/92, est ouvert à tous les producteurs faisant une demande de paiements compensatoires. Il concerne obligatoirement ceux dont la superficie en demande de paiements compensatoires excède celle qui serait nécessaire pour produire 92 tonnes de céréales (environ 20 ha mais très variable selon les régions). C'est dans le cadre de ce régime que s'applique le gel obligatoire. Ce système a été changé dans l'Agenda 2000.

Régime simplifié

Ce régime, défini par le règlement 1765/92, concerne les petits producteurs dont la superficie en demande de paiements compensatoires n'excède pas celle qui serait nécessaire pour produire 92 tonnes de céréales. Ce régime n'implique pas de gel obligatoire. Les producteurs de cette catégorie peuvent toutefois opter pour le régime général s'ils le désirent, les aides étant calculées sur des bases différentes dans les deux régimes. Ce système a été changé dans l'Agenda 2000.

Transfert de gel

Concerne le gel obligatoire. Le règlement 1765/92 a prévu des possibilités de transfert de gel d'un exploitant à un autre dans un certain nombre de cas bien précis, avec dans la plupart des cas une augmentation du taux de gel

¹ Définition du dictionnaire Robert

applicable. Ces possibilités ont été élargies à plusieurs reprises par la réglementation. Les Etats membres peuvent choisir de retenir cette possibilité ou non.

Superficies en Céréales – Oléagineux – Protéagineux ou en terres arables

Le règlement 1765/92 a fixé la liste des COP considérées comme cultures arables. C'est sur les superficies occupées par ces cultures qu'a été instauré le régime de gel des terres mis en place par le règlement 1765/92.

Superficie de base

Le règlement 1765/92 a fixé comme superficie de base de terres arables, d'une exploitation, éligibles aux paiements compensatoires : la moyenne des hectares consacrés aux COP (définies ci-dessus) ou gelées conformément à un régime d'aide publique, lors des campagnes 1989, 1990 et 1991. La somme des superficies de base des exploitations fournit les superficies de base régionale ou nationale sur lesquelles sont plafonnées les aides du FEOGA. Ces superficies de base peuvent être subdivisées selon les états membres en superficie irriguée et sèche et avec distinction du maïs ou non.

Gel extraordinaire

Dans le cadre du règlement 1765/92, lorsque la somme des superficies pour lesquelles l'aide était demandée était supérieure à la superficie de base, éligible par région ou état, lors de la campagne suivante, les producteurs bénéficiant du régime devaient procéder à un gel extraordinaire, égal au pourcentage de dépassement, non compensé par des aides.

Mode de mise en œuvre du gel

Gel rotationnel

Ce gel, applicable dans le règlement 1765/92 impose une rotation du gel dans l'exploitation afin que toutes les terres soient gelées successivement. Le principe retenu est que toute parcelle gelée une année ne pourra l'être pendant les cinq années suivantes.

Gel non rotationnel ou gel fixe

Dans le cadre du règlement 1765/92 cette possibilité d'appliquer le gel toujours sur les mêmes parcelles, était offerte à l'exploitant mais elle était assortie, lors des premières années de mise en œuvre de la mesure, d'une augmentation du taux de gel obligatoire de cinq point de pourcentage. A partir de 1995, le gel fixe est devenu possible sans augmentation de taux.

Gel mixte

Combinaison d'un gel rotationnel avec un gel fixe sur une même exploitation, autorisé par le règlement 231/94

Occupation du sol sur les parcelles gelées

Dans la majorité des cas les parcelles gelées ne portent aucune culture mais leur couvert et leur entretien étaient prévus réglementairement cependant certaines parcelles gelées ont eu malgré tout des objectifs de production ou environnementaux. Un certain nombre de termes sont liés à ces usages.

Gel nu

Parcelle retirée de la production et ne portant aucune végétation.

Gel à production non alimentaire ou gel industriel

Concerne les parcelles gelées sur lesquelles des cultures non destinées à l'alimentation humaine ou animale ont été autorisées par le règlement 1765/92. Le règlement Commission 334/93 a fixé initialement la liste des produits autorisés et les conditions d'encadrement de ces productions. Il a été modifié à plusieurs reprises.

Gel "vert" ou gel environnemental

Terme qui recouvre les parcelles gelées dans le cadre du règlement 2078/92 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement. Dans ce cadre un gel aidé de 20 ans est possible.

Gel long terme

Recouvre les possibilités de gel offertes par les règlements 2078/92 (voir ci-dessus) et 2080/92 offrant des possibilités de boisement des terres agricoles. Ces gels fixes aidés, couvrent des périodes de 20 ans et plus.